

- **Tentative de bilan de l'aide humanitaire et mise en question de l'action des Ong**
- **Des sismomètres opérationnels à partir du 12 janvier 2011**
- **Dossier : Gonaïves, encore vulnérable aux inondations...**

>> Tentatives de bilan de l'aide humanitaire et mise en question de l'action des ONG

A quelques jours du premier anniversaire du tremblement de terre du 12 janvier, une mise en question de l'action des Organisations Non Gouvernementales (ONG) revient à l'ordre du jour dans le cadre de tentatives de bilan de l'aide humanitaire post-séisme.

« L'aide humanitaire n'est pas faite pour répondre à des problèmes structurels à la base de la précarité des conditions de vie de la population haïtienne », considère Médecins du Monde Haïti.

La communauté internationale devrait offrir son appui solidaire en éliminant « la barrière financière » et en permettant aux Haïtiens « d'avoir accès : aux soins de santé, à l'eau potable dans les bidonvilles et les zones rurales et à l'éducation primaire pour tous, particulièrement pour les handicapés », suggère MDM Haïti.

Des 21 millions d'euros dépensés au cours de l'année 2010 dans le cadre de sa réponse post-séisme, Action Contre la Faim (ACF), présente dans le pays depuis 1985, a consacré 45% aux activités touchant l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Soulignant un risque de dégradation de la situation nutritionnelle, l'organisation ACF compte développer, cette année, des axes stratégiques majeurs sur, entre autres, la réponse aux besoins primaires des populations, le renforcement des capacités de résilience individuelles, familiales, communautaires et institutionnelles, la prévention

et la réduction des risques et vulnérabilités aux catastrophes naturelles.

« Le risque est encore grand d'observer une dégradation de la situation nutritionnelle. En effet, une majorité de ménages n'a pas retrouvé des ressources économiques viables ; le nombre de personnes ayant retrouvé un emploi qualifié est encore loin des taux d'avant le séisme (qui eux-mêmes n'étaient pas importants) et le travail non qualifié journalier est resté à des niveaux très similaires », signale ACF.

Pour sa part, l'organisation internationale Oxfam identifie l'indécision du gouvernement haïtien, le manque de coordination des pays donateurs et le manque d'actions de la CIRH comme les principales causes pouvant expliquer le retard observé dans le processus de reconstruction d'Haïti après le terrible séisme du 12 janvier 2010.

« Ça a été une année pleine d'indécisions et cela a laissé la récupération de Haïti au point mort », critique l'organisation dans un rapport transmis à AlterPresse à l'approche du premier anniversaire de la tragédie qui a fait 300 000 morts, autant de blessés et 1,5 millions de sinistrés.

Seulement 15% de la quantité d'abris provisoires nécessaire a été construite, tandis que seulement 5% de décombres ont été enlevés. Seulement 2 milliards de dollars, soit 42% des fonds promis par la communauté internationale pour l'année écoulée, ont été débloqués, souligne le rapport.

>> Des sismomètres opérationnels à partir du 12 janvier 2011, jour de souvenir et de recueillement national

A partir du 12 janvier 2011, environ 5 sismomètres seront installés avec le concours de la communauté internationale, en des points stratégiques du territoire national.

Malgré tout, font encore défaut des initiatives nationales visant des comportements et une gestion physique de l'espace en fonction des aléas sismiques. Cependant, des unités spécialisées du ministère des travaux publics, transports et communications (MTPTC) ont pu réaliser, en 2010, une évaluation de la structure physique des maisons et

bâtiments dans plusieurs villes, spécialement dans les zones affectées par le tremblement de terre.

Entre-temps, plusieurs associations nationales et internationales se préparent à honorer, à leur façon, la mémoire des personnes disparues le 12 janvier par diverses manifestations, y compris des expositions et conférences-débats.

C'est seulement le jeudi 6 janvier 2011 que le gouvernement en Haïti a fait part d'un programme de commémoration (souvenir et recueillement national), étalé du 10 au 30 janvier 2011 dans la capitale Port-au-Prince et dans les municipalités touchées par le séisme.

A l'occasion du premier anniversaire de la tragédie, un registre des personnes mortes et/ou disparues dans la catastrophe sera établi afin de collecter et traiter des données devant permettre à l'Etat de délivrer en bonne et due forme des certificats de décès susceptibles d'éviter au pays des problèmes de succession ou de graves conflits dans le domaine foncier.

>> DOSSIER/ Gonaïves demeure encore vulnérable aux inondations, malgré d'importants travaux d'infrastructures

Correspondance – Mergenat Exalus

Malgré les importants travaux de drainage, curage des canaux, traitements des ravines et conservation de sols, réalisés par des organisations non-gouvernementales œuvrant aux Gonaïves (Nord d'Haïti), cette ville n'est toujours pas à l'abri des inondations.

La cité de l'indépendance, qui garde encore les séquelles des derniers ouragans (Jeanne en 2004, Hanna et Ike en 2008), n'est toujours pas prête à faire face à d'éventuelles inondations.

D'importants travaux sont en cours actuellement aux Gonaïves, ville côtière de 250 000 habitants, qui continue de faire face à la menace d'inondations, malgré la fin de la période cyclonique.

Les intempéries, survenues la semaine dernière, en raison du passage d'un front froid sur le pays, ont provoqué des inquiétudes chez les populations. Dans certains quartiers, réputés vulnérables, comme Trou Sable, Ka-Soleil et Assifa, l'eau a envahi des cours et des maisons.

Selon Faustin Joseph, technicien en appui au système de gestion de risques et de désastres de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Gonaïves court encore des risques à cause de la non-réalisation de certains travaux de traitement des bassins versants de Marmelade et Ennery (au nord de la ville).

En s'appuyant sur une étude effectuée sur la problématique des inondations aux Gonaïves, Faustin Joseph a révélé que les bassins versants, qui apportent 70% des eaux vers la cité, sont l'une des principales causes des inondations enregistrées.

En aval, d'importants travaux ont pourtant été effectués, notamment dans la rivière la Quinte. L'eau de la ravine Durée a été détournée.

Suite à des travaux de maçonnerie et de bétonnage, un drain de ceinture du mont Bienac est alimenté, en saison pluvieuse, par les eaux de la Quinte et celles ruisselantes des bassins

versants environnants. Ces eaux ne présentent plus de risque pour la ville.

Cependant, il semble qu'il reste encore beaucoup à faire.

Héroid St-Pierre, haut responsable départemental du ministère de l'agriculture, a annoncé la continuité des travaux de reprofilage de la Quinte. Cette rivière a été curée jusqu'à environ 40 mètres par le Centre National d'Équipement (CNE). Ces travaux doivent être finalisés dans le cadre d'un projet de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), appelé WINNER.

St-Pierre a aussi précisé que, dans le but d'éviter l'effet d'entonnoir, les ponts Mapou et Gaudin, qui sont jetés sur la Quinte, seront élargis à 60 mètres et les travaux de construction ont déjà commencé.

Ces travaux viendront s'ajouter à toute une série de mesures préventives et de préparation, prises cette année par les responsables locaux de la protection civile, pour parer aux risques de la saison cyclonique qui vient de s'achever.

Il s'agit de l'installation de pluviomètres, de limnimètres (bâtons gradués) et d'un système d'alarme (sirène) sur tous les bassins versants, surtout ceux qui alimentent la Quinte.

Ces instruments, au nombre de 9, ont été installés en vue de contrôler le débit, la montée des eaux, surtout en saison pluvieuse, et d'alerter la population au moment opportun.

Ils sont contrôlés par un réseau d'agents, tous des ingénieurs-agronomes, qui ont pour mission d'alerter les autorités de la protection civile sur le niveau des eaux dans les rivières pour les suites nécessaires, selon Youdeline Cherizard Joseph, coordonnatrice du Comité Communal de la Protection Civile aux Gonaïves.

La coordonnatrice a indiqué que la sirène d'alarme, qui fait partie de ce système d'alerte précoce, peut résonner sur une étendue de 10 kilomètres carrés.